

Panorama de la Guyane

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Cayenne
Superficie	83 846 km ² (16 % du territoire national, équivalant à la surface du Portugal)
Situation géographique	Nord-est du continent sud-américain, limitrophe du Brésil et du Suriname, Paris à 7 000 km
Langues parlées	Français, créole, langues amérindiennes et bushinengés
Monnaie	Euro
Statut	Région et Département d'Outre-mer (DROM) et région ultrapériphérique européenne (RUP)
Rang mondial IDH (2011, PNUD, estimation Iedom)	42
Représentation nationale	2 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

Une succession de vagues d'immigration

A la différence des autres départements d'Outre-mer qui sont des îles, la Guyane se situe au nord-est du sous-continent sud-américain. Elle forme le plus vaste des départements français d'outre-mer (16 % du territoire de l'Hexagone), équivalent à la surface du Portugal.

Les premières traces de peuplement de l'Amazonie datent d'environ 6 000 ans avant notre ère. Les Européens découvrent la Guyane en 1500, et les Français s'y installent en 1643 : elle est alors peuplée par les Amérindiens. L'esclavage, institué dans la deuxième moitié du XVII^e siècle, est aboli en 1848. Le premier bague ouvre à la fin du XVIII^e siècle pour les ennemis de la Révolution. À partir de 1852, sous Napoléon III, commence véritablement la déportation de forçats, afin de combler les besoins en main-d'œuvre suite à l'affranchissement de plus des deux tiers de la population en 1848. Plusieurs bagues sont construits, dont les principaux à Cayenne, sur les Îles du Salut et à Saint-Laurent-du-Maroni.

Le premier site aurifère est découvert en 1855, donnant lieu à une ruée vers l'or qui ne s'achèvera qu'à la fin de la seconde guerre mondiale et amènera de nombreux émigrants, en provenance notamment des Antilles.

L'année 1965 marque le début de la construction du Centre Spatial Guyanais à Kourou. L'activité spatiale prend rapidement une place importante dans l'économie et la vie guyanaise. Le 9 avril 1968 est lancée la première fusée sonde baptisée Véronique et, le 24 décembre 1979, la première fusée Ariane. Depuis, plus de 500 lancements ont été réalisés de Kourou.

La Guyane est devenue plus récemment un pôle d'attraction pour les migrants en provenance d'une grande partie de l'Amérique du Sud et des Caraïbes, principalement du Suriname, du Brésil, du Guyana ou d'Haïti. L'immigration est facilitée par l'inclusion de la Guyane dans le sous-continent sud-américain, les fleuves frontières (le Maroni à l'ouest avec le Suriname, l'Oyapock à l'est avec le Brésil) étant davantage des lieux d'échanges et de passages que de véritables frontières.

De la région monodépartementale à la collectivité unique

Le cadre institutionnel de l'Outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003. Depuis les lois de départementalisation du 19 mars 1946 et du 31 décembre 1982, la Guyane est un département et une région. À la différence de ses homologues de métropole, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. Elle est, comme les autres DOM, une région ultrapériphérique de l'Union européenne, ce qui implique l'applicabilité du droit communautaire et lui permet de bénéficier des fonds structurels.

Suite au référendum de janvier 2010, la nouvelle collectivité unique, se substituant au département et à la région, devrait voir le jour en 2014. Un projet de loi définissant les modalités organisationnelles et de fonctionnement (gouvernance, mode de scrutin, nombre de conseillers, moyens financiers) de la collectivité a été présenté en Conseil des ministres en janvier 2011 et voté en juillet 2011.

UNE POPULATION JEUNE ET EN CROISSANCE

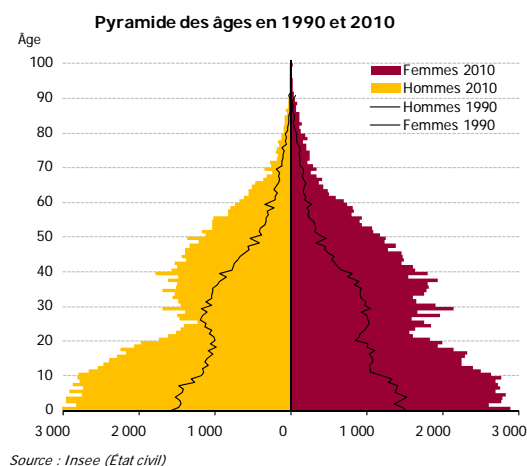
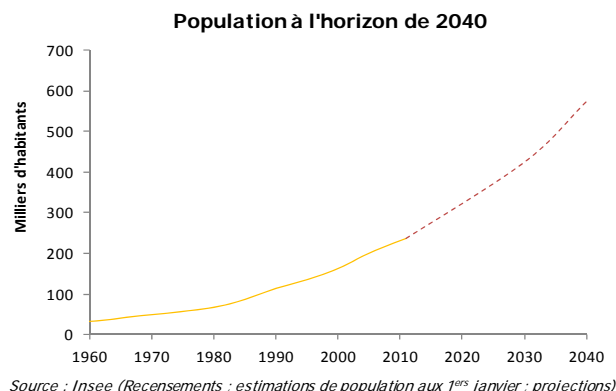
La population guyanaise se caractérise par son fort taux de croissance, sa jeunesse et la part importante de la population immigrée.

La jeunesse de la population s'explique en grande partie par la fécondité élevée : 3,5 enfants par femme. Entre 1999 et 2011, la population guyanaise a progressé en moyenne de 3,5 % par an, soit un rythme cinq fois plus important qu'au niveau national. Selon les projections de l'Insee, la population devrait plus que doubler en 30 ans, et dépasser le demi-million en 2040.

La présence d'une forte population immigrée (30 % de la population), issue de vagues successives provenant de différents pays, procure à la Guyane une grande diversité culturelle.

Indicateurs démographiques	Guyane	France ⁽¹⁾
Population (milliers, millions pour la France, au 01/01/ 2011)	236,3	65,4
Part des moins de 20 ans (en %, 2010)	44,4	25
Part des 20 - 59 ans (% , 2010)	49,0	52
Part des 60 ans et plus (% , 2010)	6,6	23
Densité de population (hab/km ² , au 01/01/2011)	2,8	102,7 ⁽²⁾
Taux croissance annuel moy. de la pop. (% , 1999-2011)	3,5	0,6 ⁽³⁾
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2010)	26,1	12,7
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2010)	3,3	8,5
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances, 2008-10)	11,6	3,5
Indice conjoncturel de fécondité (2009)	3,49	2,00 ⁽⁴⁾
Espérance de vie des femmes à la naissance (année, 2009)	82,8	84,8
Espérance de vie des hommes à la naissance (année, 2009)	75,7	78,2

(1) Bilan démographique de l'Insee 2011 ; (2) Densité de la population métropolitaine au recensement de 2009 ; (3) Entre 2002 et 2012 ; (4) ICF en 2008.
Source : Insee



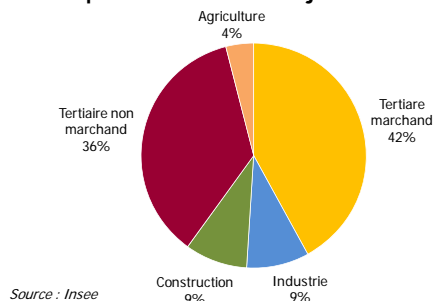
PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Guyane connaît depuis plusieurs années une expansion significative. De 1999 à 2007, le PIB guyanais a progressé de 4,3 % par an en termes réels, contre 2,1 % par an en moyenne nationale. Cette vitalité est en grande partie liée au dynamisme démographique : l'augmentation de la population constitue un défi qui s'accompagne d'importants investissements en matière d'équipement du territoire et de l'essor d'un tissu productif pouvant ouvrir la voie à un développement plus autonome.

Le secteur spatial est également un vecteur important du dynamisme économique, tirant les exportations à la hausse et influençant les autres composantes de la demande, notamment l'investissement.

Cette croissance qui atteint 4,0 % en volume pour l'année 2011 n'a pas encore permis de combler le retard par rapport à la moyenne nationale : le PIB par habitant qui progresse de 1,4 % en 2011 ne représente encore que la moitié du PIB par habitant français.

Répartition de la valeur ajoutée en 2007

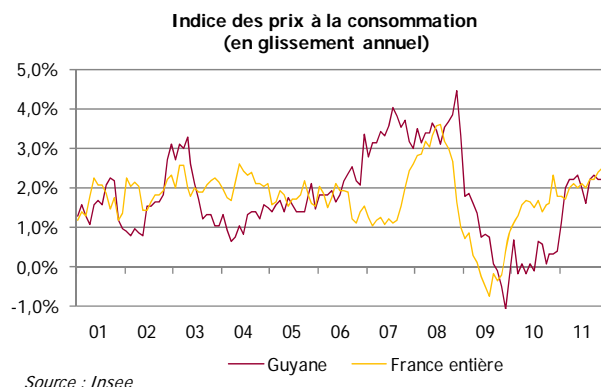


Des prix à la hausse

La Guyane connaît depuis 2004 une accélération de la hausse des prix, particulièrement marquée en 2007 et 2008, sous l'effet notamment de l'appréciation des prix des services, des produits frais et de l'énergie. Les années 2009 et 2010 ont enregistré un net ralentissement, puis une stabilisation. A partir de la fin de l'année 2010, la hausse des prix en Guyane a repris, pour rejoindre les variations constatées au niveau national. A fin décembre 2011, l'augmentation des prix à la consommation était de 2,2 % dans le département, contre 2,5 % pour la France entière.

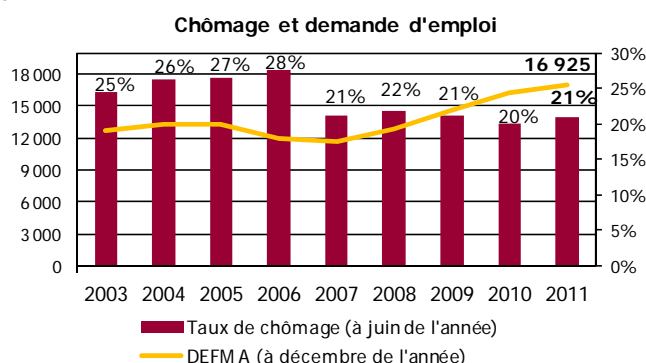
Principaux indicateurs économiques	Guyane	France
PIB (milliards d'euros courants, 2011)	3,6 ⁽¹⁾	1 996,6
Taux de croissance du PIB (% , euros constants, 2011)	4,0 ⁽¹⁾	1,7
PIB par habitant (euros courants 2011)	15 400 ⁽¹⁾	30 639
Taux de dépendance ⁽²⁾ aux importations (% , 2011)	53,1	30
Dépenses de l'État dans la collectivité (millions d'euros, 2009)	1 075	-
Dettes des collectivités (% du PIB, 2009)	10	8,2 ⁽³⁾

Sources : Insee, Douanes, Cerom, AFD, Direction des Finances Publiques, Région, Département
(1) Estimation Cerom ; (2) (imports)/(PIB) ; (3) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht.



Un marché du travail toujours dégradé

Le marché du travail se caractérise par un faible taux d'activité (55,5 % sur la tranche 15-64 ans), principalement lié à une inadéquation entre offre et demande d'emploi, par un poids encore important de l'informel, et par un taux de chômage élevé qui est stable (21 % en juin 2011). L'écart entre le taux d'emploi des femmes (36,4 %), et des hommes (52,0 %) est important, et le taux de chômage des jeunes (moins de 25 ans) reste particulièrement élevé (47,8 %). L'emploi public est prédominant : les trois fonctions publiques (d'État, territoriale et hospitalière) versaient en 2004 plus de la moitié de la masse salariale (contre un peu plus de 20 % en métropole). Les secteurs des services et du BTP ont été les plus dynamiques en termes de créations d'emploi depuis 2000.



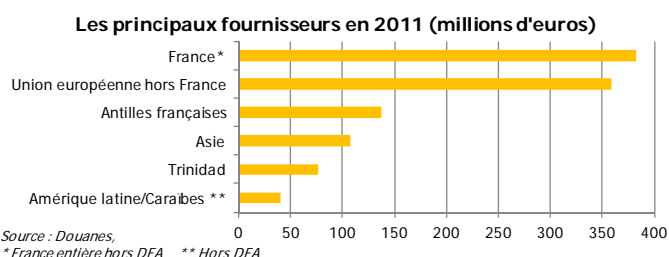
Sources : Insee ; Dieccte
DEFMA : demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé au cours du mois, tenus de faire des actes positifs d'emploi

Emploi	2000	2010 (p)	10/00 ⁽¹⁾
Emploi total	41 714	49 341	1,7 %
Emploi non salarié	2 971	2 807	-0,6 %
Emploi salarié	38 743	46 534	1,8 %
Agriculture	522	414	-2,3 %
Industrie	2 396	3 703	4,4 %
BTP	2 093	3 169	4,2 %
Commerce	3 129	4 332	3,3 %
Services marchands	12 213	15 775	2,6 %
Services non marchands	21 519	23 473	0,9 %

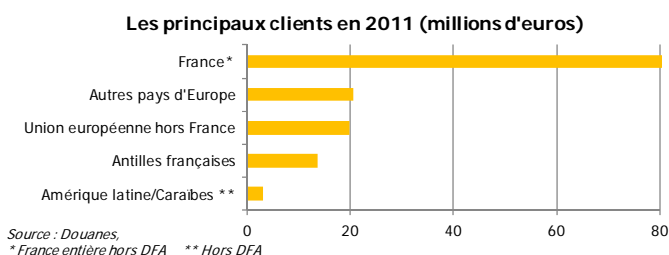
Source : Insee
(p) provisoire ; (1) Évolution en moyenne par an

Une économie encore largement dépendante

La part des importations dans le PIB, proche de 100 % pendant la décennie 1990, s'est réduite mais reste structurellement élevée (entre 50 et 60 %), en raison de l'activité spatiale qui nécessite l'importation de biens d'équipement à haute valeur ajoutée et de la faiblesse des filières productives. La balance commerciale, très déficitaire, dépasse pour la première fois le milliard d'euros en 2011. Les exportations sont peu diversifiées : réexportations de biens liés au spatial (catégorie « biens d'équipement »), et production aurifère représentent la majorité des exportations en valeur, et elles sont loin de compenser la forte augmentation des importations. L'Europe (hors France) prend une place croissante dans les échanges commerciaux avec la Guyane, mais la métropole demeure largement son premier partenaire. La Guyane échange encore très peu avec ses voisins sud-américains.



Source : Douanes,
* France entière hors DFA ** Hors DFA



Source : Douanes,
* France entière hors DFA ** Hors DFA

Importations en valeur (millions d'euros)	2011
Industries des biens d'équipement	484,6
Produits pétroliers et hydrocarbures	219,7
Industries agroalimentaires	200,4
Industries des biens de consommation	149,8
Total	1 333,1

Source : Douanes

Exportations en valeur (millions d'euros)	2011
Industries des biens d'équipement ⁽¹⁾	80,3
Produits métalliques et métallurgiques (dont or)	48,1
Industries agroalimentaires	12,9
Autres (produits chimiques, du bois)	11,3
Total	154,4

Source : Douanes

(1) comprend la valeur des containers vides et des biens liés au spatial

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

L'économie guyanaise est dominée par le secteur tertiaire, mais l'industrie continue à se développer. Le poids de l'activité spatiale dans l'économie a diminué d'environ dix points en dix ans, traduisant une certaine diversification de l'activité locale. La plupart des filières traditionnelles sont en difficulté : la production d'or se replie, la riziculture est en déclin et l'accès à la ressource crevettière est problématique. En revanche la filière bois, qui bénéficie d'une demande soutenue, est en développement, de même que le tourisme qui dispose en Guyane d'un fort potentiel.

Principaux indicateurs sectoriels	2011	11/ 01 ⁽¹⁾
Nombre de tirs d'Ariane	7	-1,3%
Exportations d'or (tonnes)	1,35	-17,4%
Production de rhum (hectolitres d'alcool pur)	1 803	-0,6%
Cannes manipulées (tonnes)	5 011	2,4%
Grumes sortie de forêt (mètres cubes)	73 739	2,4%

Sources : Douanes, CCIRG, ONF
(1) taux de croissance annuel moyen

	2011	11/01 ⁽¹⁾
Prises de crevettes (tonnes)	1 037	-9,1%
Prises de poissons (tonnes)	1 407	4,4%
Abattages de porcins et bovins (tonnes)	644	-0,1%
Trafic portuaire (tonnes)	642 950	0,0%
Trafic aérien (nombre de passagers)	435 440	2,5%

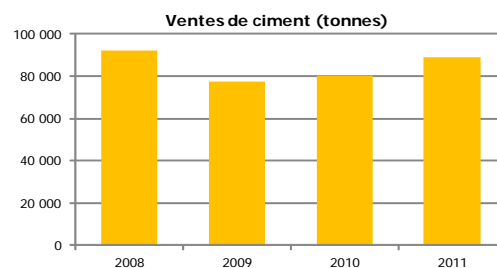
Sources : Ifremer, Daaf, CCIRG
(1) taux de croissance annuel moyen

Le rôle moteur du spatial

La filière spatiale a un effet d'entraînement sur les secteurs de l'industrie, des services aux entreprises et du transport. Selon une étude d'impact menée par l'INSEE en 2007, le poids de cette activité représentait 16,2 % du PIB en 2002. Les effectifs du Centre Spatial Guyanais (CSG) sont d'environ 1 600 personnes et on estime à 4 200 les emplois induits. Avec l'installation des lanceurs Soyouz (premier lancement fin 2011) et Vega (premier lancement effectué début 2012), le CSG possède désormais un éventail d'offres (lanceur lourd : Ariane 5, moyen : Soyouz, léger : Vega) qui lui permet de répondre à l'ensemble des demandes des opérateurs mondiaux, ainsi qu'aux demandes spécifiques (satellites Galileo et transporteur spatial ATV – Automated Transport Vehicle).

La construction tirée par les besoins en logements

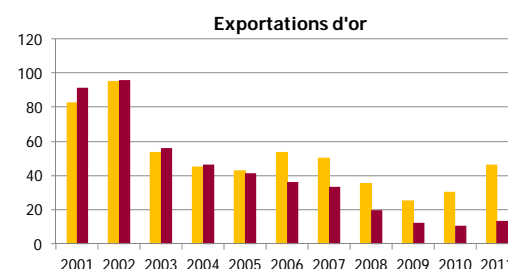
Le secteur du BTP a connu une croissance soutenue entre 2006 et 2008, grâce notamment à la commande publique et aux grands chantiers (Soyouz). Après un ralentissement en 2009-début 2010, l'activité du secteur semble repartir, soutenue par la poursuite des projets relatifs à la construction de nouveaux logements, à l'aménagement du territoire, et motivée par la fin annoncée de certaines mesures de défiscalisation. La demande en nombre de logements reste soutenue, de l'ordre de 3 700 par an (dont la moitié en logement social) alors que la production est d'environ 1 500 (dont presque 800 en logement social). En outre, compte tenu du déficit des années antérieures, il reste un besoin à satisfaire d'environ 15 400 logements.



Source: Ciments guyanais, hors fillers et liants

Un secteur aurifère en difficulté

Si l'or est toujours la principale exportation « locale », avec 30 % du total en valeur, ce bon résultat s'explique par la flambée du cours de l'or. Les volumes d'or produits et exportés ont sensiblement décliné depuis 2002, la filière étant très affectée par les problèmes liés à l'orpaillage clandestin, aux contraintes réglementaires, et aux coûts de production plus élevés en Guyane. La production a néanmoins enregistré un léger regain en volume durant l'année 2011, encouragée par la hausse des cours de l'or.



Source: Douanes

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le financement de l'économie guyanaise est principalement assuré par les établissements de crédit implantés localement (qui détiennent 84 % de l'encours total de crédits). L'essor du marché guyanais a également attiré les banques régionales basées aux Antilles, soit pour assurer le financement de la clientèle locale, soit pour accompagner le développement d'entreprises appartenant à des groupes antillais. La croissance annuelle des concours bancaires, soutenue par une forte demande de financements de logements, est essentiellement portée par les crédits à l'habitat (octroyés notamment aux ménages et aux bailleurs sociaux) qui représentent plus de 53 % de l'encours total. Les entreprises concentrent 51 % de l'endettement global du département, contre 31 % pour les ménages et 16 % pour les collectivités locales. Dans un contexte de politiques plus sélectives en matière d'octroi, le taux de créances douteuses de la place a diminué de 30 % en 5 ans, s'établissant à 4 % fin 2011.

A fin décembre 2011, la Guyane comptait 40 guichets bancaires permanents. Avec un ratio d'un guichet pour 5 906 habitants, la Guyane présente une densité bancaire plus de deux fois inférieure à celle des autres DFA.

Entreprises	2011	Ménages	2011
Coût du crédit aux entreprises (Juillet /Août 2011)		Nombre d'habitants par guichet bancaire	5 906
-moyen et long termes	4,7%	Nombre d'habitants par guichet automatique	2 167
Encours bancaires (tous établissements)	1 214,6 M€	Nombre de comptes bancaires par habitant	1,28
crédits d'exploitation	80,8 M€	Nombre de cartes en circulation	211 061
crédits d'investissement	430,2 M€	Nombre de dossiers de surendettement déposés	203
crédits immobiliers	697,6 M€	Encours bancaires (tous établissements)	733,2 M€
Actifs financiers (tous établissements)	358,4 M€	crédits à la consommation*	168,1 M€
dépôts à vue	258,1 M€	crédits à l'habitat	564,9 M€
épargne liquide ou à court terme	92,3 M€	Actifs financiers (tous établissements)	952 M€
épargne à long terme	8 M€	dépôts à vue	324,3 M€
Nombre d'incidents de paiement sur effet	430	épargne liquide ou à court terme	309,7 M€
Nombre de personnes morales en interdiction bancaire	684	épargne à long terme	318 M€
		Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire	8 459
		Endettement moyen par ménage** (en €)	12 274
		Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible brut, 2007)	26,8%
		Taux de créances douteuses brutes (tous établissements, tous agents)	4 %

Source : Iedom - Encours au 31 décembre 2011 et évolution sur un an, Insee

*hors nouvel intervenant sur le marché du crédit de trésorerie en 2010

**59 735 ménages estimés par l'Insee en 2007

Pour les entreprises, les encours des crédits immobiliers, d'investissement et d'exploitation représentent respectivement 57 %, 35 % et 7 % de leurs concours bancaires en décembre 2011

Pour les ménages, les encours des crédits à l'habitat et à la consommation représentent respectivement 77 % et 23 % de leurs concours bancaires en décembre 2011

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2011.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : octobre 2012 – Dépôt légal : octobre 2012 – ISSN 1952-9619